

Une nouvelle agriculture dans l'Ouest avec l'État et l'Europe

Par Jacques Jaouen.
Président
de la Chambre
d'agriculture
de Bretagne



Ouest-France

Parlons d'abord de réussite. L'Ouest a connu un développement accéléré. Nous le devons aux femmes et aux hommes qui ont dit non au déterminisme de la pauvreté et de l'éloignement. Ils ont parié sur l'émancipation par la formation, le progrès technique, l'organisation économique et les infrastructures.

Développer la production agricole comme moteur économique et social de notre région, consistait d'abord à se partager le foncier. Nos prédécesseurs se sont engagés en faveur d'une politique foncière fondée sur l'égalité des chances. C'était un risque, les paysans l'ont pris, faisant de l'Ouest agricole un bassin de vie et de production à haute intensité économique et humaine.

Ils ont été encouragés dans cette voie. L'État faisait participer les acteurs économiques et sociaux pour définir ses orientations. La politique agricole européenne favorisait un équilibre entre l'intérêt du consommateur et du producteur. Les agriculteurs ont relevé ainsi le défi de la modernisation au prix d'une somme de travail considérable et d'un tribut environnemental.

Au final, qui est le plus « hors-sol » dans l'histoire ? Les agriculteurs qui ont répondu aux enjeux d'une production compétitive, ou les gouvernements français successifs et l'Europe qui se sont inclinés face à l'OMC, privilégiant à partir des années 1990 une alimentation à bas coût, tout en renforçant les exigences environnementales et sanitaires. À ce jeu de dupes, plus la politique est libé-

rale, plus la réglementation est stalinienne !

Le marché de nos productions est local, régional, national, européen, mondial. Cessons d'invoquer la crise du modèle breton. Regardons avec discernement ce qui ne va plus avec la ferme volonté de tracer des voies d'avenir.

« L'agriculture doit réaffirmer sa place »

Ces voies reposent sur plusieurs leviers. La question du travail est incontournable. L'avenir de l'élevage devra faire appel à l'innovation sociale. La crise morale d'aujourd'hui traduit un épuisement physique et mental qui appelle des réponses appropriées.

L'organisation des territoires sera aussi au cœur de cet enjeu. L'agriculture doit réaffirmer sa place, pas seulement comme une agriculture métropolisée, mais dans toutes les zones rurales. Et travaillons à la résilience environnementale et énergétique en privilégiant la subsidiarité et le droit à l'expérimentation, face à des normes aveugles.

Sur l'organisation des producteurs, ne déroulons pas le tapis rouge à la grande distribution. Grâce à notre technicité, les produits sortis de nos exploitations sont compétitifs. Or le poids des charges sur les exploitations et le manque de compétitivité en aval affaiblit la rentabilité des filières. Alors sortons de nos chappelles. Nous le devons aux jeunes générations.

La Bretagne agricole est une mosaïque, terre d'éleveurs, de légumiers, d'innovateurs agro-alimentaires.

Une chance pour la France et l'Europe si celles-ci reconstruisent une politique pour un avenir commun, où l'alimentation, la cohésion sociale et territoriale seront reconnues à leur juste prix.